

# AFP BTP DES LANDES

6 Rue du 19 MARS 1962 – MORCENX

## CONSTRUCTION D'UN INTERNAT AU C.F.A. DE MORCENX

<b>MAITRE D'OUVRAGE</b>  AFP BTP DES LANDES 5, Rue du 19 MARS 1962 40110 MORCENX Tél : 05 58 07 98 37 – Fax : 05 58 07 87 95 <a href="mailto:eric.landrieux@ccca-btp.fr">eric.landrieux@ccca-btp.fr</a>	<b>MAITRE D'OEUVRE</b>  Mireille DAGREOU – Architecte dplg 181, route de la Poste 40110 ONESSE LAHARIE Tél : 05 58 07 31 96 – Fax : 05 58 04 36 19 <a href="mailto:mireille.dagreou@wanadoo.fr">mireille.dagreou@wanadoo.fr</a>	<b>BUREAU DE CONTROLE</b>  SOCOTEC . M. Alain BERGERET CLARAC 363, avenue Georges Clemenceau 40000 MONT DE MARSAN Tél : 05 58 05 46 90 – Fax : 05 58 05 46 96 <a href="mailto:alain.bergeret@socotec.com">alain.bergeret@socotec.com</a>
<b>ASSISTANT MAITRE D'OUVRAGE</b>  2AMO – Monsieur G.EVEN 27, avenue Ile de France 33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX Tél : 05 56 67 21 40 – Fax : 05 56 67 27 03 <a href="mailto:g.even@a2mo.fr">g.even@a2mo.fr</a>	<b>ECONOMISTE – O.P.C.</b>  Emmanuel LESPESSAILLES 183, route de la Poste 40110 ONESSE LAHARIE Tél : 05 58 07 30 56 – Fax : 05 58 07 35 76 <a href="mailto:emmanuel.lespessailles@wanadoo.fr">emmanuel.lespessailles@wanadoo.fr</a>	<b>COORDONNATEUR SPS</b>  QUALICONSLT SECURITE – Mme CIRET 28/30, chemin de Salbace 64100 BAYONNE Tél : 05 59 63 00 84 – Fax : 05 59 63 04 46 <a href="mailto:bayonne.qcs@qualiconsult.fr">bayonne.qcs@qualiconsult.fr</a>
	<b>BET STRUCTURE</b>  COBET COTE BASQUE Immeuble Alliance – 9 rue du Pont de l'aveugle 64600 ANGLET Tél : 05 59 54 37 50 – Fax : 05 59 54 38 72 <a href="mailto:secretariat@cobet.fr">secretariat@cobet.fr</a>	<b>COORDONNATEUR SSI</b>  DEKRA SYSTEMES – M LEYMONERIE Département AKISSION – Parc Cadéra Sud 34, avenue Ariane – BP 70150 33706 MERIGNAC CEDEX Tél : 05 56 13 61 69 – Fax : 05 56 13 61 85 <a href="mailto:olivier.leymonerie@dekra.com">olivier.leymonerie@dekra.com</a>
	<b>BET FLUIDES &amp; ENERGIES</b>  MATH INGENIERIE 219-221 boulevard Albert 1er 33130 BEGLES Tél : 05 57 59 28 98 – Fax : 05 56 85 30 22 <a href="mailto:math@math-ingenierie.fr">math@math-ingenierie.fr</a>	
		<b>PRO/DCE</b>
DATE	<b>C.C.T.P. LOT 01 DEMOLITION - DECONSTRUCTION</b>	
REFERENCE 0110		
MODIFICATIONS		

<b>I DEMOLITION - DECONSTRUCTION</b>	<b>3</b>
<b>I.1 GENERALITES</b>	<b>3</b>
I.1.1 Connaissance du dossier	3
I.1.2 Définition du projet	3
I.1.3 Environnement du chantier	3
I.1.4 Prescriptions techniques générales	3
I.1.4.1 Généralités	3
I.1.5 Documents fournis par l'entreprise	4
I.1.5.1 Dossier d'exécution :	4
I.1.5.2 Dossier des ouvrages exécutés :	4
I.1.6 Protections et contrôles	4
I.1.6.1 Protections provisoires pendant le chantier :	4
I.1.6.2 Généralité sur les contrôles :	4
I.1.7 Hygiène, sécurité et santé sur le chantier	4
I.1.8 Nettoyage	5
I.1.9 Période de préparation	5
I.1.10 Mode de métré	5
<b>I.2 DECONSTRUCTION DE L'ANCIEN BATIMENT INTERNAT</b>	<b>5</b>
I.2.1 Objet et connaissance des travaux	5
I.2.2 Impact environnemental des transports	5
I.2.3 Consistance générale des travaux	6
I.2.4 Mode opératoire	6
I.2.5 Travaux préalables	6
I.2.5.1 Voiries	6
I.2.5.2 Suppression des branchements, Eau, Electricité, Gaz et Téléphone	6
I.2.5.3 Neutralisation des réseaux EU EV EP	7
I.2.5.4 Vérification des coupures de réseaux	7
I.2.6 Curage manuel et purge du bâtiment	7
I.2.7 Démolition du bâtiment	8
I.2.8 Démolition particulière	8
I.2.9 Tris, sélections, évacuations et traitements	8
I.2.10 Aménagement de surface	8
<b>I.3 TRAVAUX RELATIFS A L'AMIANTE</b>	<b>9</b>
I.3.1 Reconnaissance des Eléments à traiter	9
I.3.2 Consistance des travaux	9
I.3.3 Contenu des prix	9
I.3.4 Qualifications	9
I.3.5 Préparation des travaux	10
I.3.6 Matériaux contenant de l'amiante liée ou fixée	10
I.3.7 Déchets d'amiante liée	10
I.3.8 Traitement des déchets contenant de l'amiante	10
I.3.9 Plan de retrait amiante	10
I.3.10 Conditionnement des déchets	11
I.3.11 Stockage des déchets	11
I.3.12 Etiquetage	11
I.3.13 Transport des déchets	11
I.3.14 Description des travaux au titre de l'amiante	11
<b>I.4 TERMITES ET INSECTES XYLOPHAGES</b>	<b>11</b>
I.4.1 Reconnaissance des Eléments à traiter	11
I.4.2 Brûlage sur chantier	11
<b>I.5 DEMOLITION DECONSTRUCTION PHASE 1</b>	<b>12</b>
I.5.1 Amené et replis du matériel	12
I.5.2 Désamiantage	12
I.5.3 Démolition déconstruction	12
<b>I.6 DEMOLITION DECONSTRUCTION PHASE 2</b>	<b>12</b>
I.6.1 Amené et replis du matériel	12
I.6.2 Désamiantage	12
I.6.3 Démolition déconstruction	13
<b>I.7 OPTION</b>	<b>13</b>
I.7.1 Élimination des termites en phase 1	13
I.7.2 Élimination des termites en phase 2	13

# I DEMOLITION - DECONSTRUCTION

## I.1 GENERALITES

### I.1.1 Connaissance du dossier

L'entrepreneur devra obligatoirement prendre connaissance des prescriptions communes valables pour tous les corps d'état et des C.C.T.P. des autres corps d'état. Il ne pourra donc se prévaloir d'une méconnaissance de ces ouvrages. Toute erreur ou omission devra être immédiatement signalée par écrit (avant l'acte d'engagement), pour décision nécessaire à la bonne exécution.

### I.1.2 Définition du projet

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), a pour objet de définir les travaux de Construction d'un Internat au C.F.A. de MORCENX, qui comprendra un internat, des locaux d'animation et un logement d'un gardien. Le bâtiment sera en R+I pour deux ailes et en simple Rez de chaussée pour une autre aile.

Le bâtiment se décompose en trois zones:

- La zone animation dans l'aile en simple rez de chaussée.
- La zone internat comptant 21 chambres en rez de chaussée et 23 chambres à l'étage (individuelles et collectives).
- Le logement de fonction en R+I.

Le bâtiment est classé ERP de 4ème catégorie, de type R.

Le bâtiment devra être classé en fin de travaux B.B.C.

L'Entrepreneur par le fait même de soumissionner est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier.

Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

### I.1.3 Environnement du chantier

Le chantier est situé dans l'enceinte du Centre de Formation des Apprentis de MORCENX. Les travaux seront réalisés pendant l'occupation du C.F.A. par les élèves, les enseignants et les divers personnels avec maintien en fonctionnement de l'hébergement actuel, en trois phases successives sans interruption.

Les trois phases sont les suivantes :

- Préparation - Démolition phase 1 et installation de chantier.
- Construction de l'internat avec maintiens de l'internat existant.
- Démolition phase 2 et travaux extérieurs.

La durée du chantier est définie sur le planning prévisionnel joint au dossier de consultation.

### I.1.4 Prescriptions techniques générales

#### **I.1.4.1 Généralités**

Les travaux du présent lot devront comprendre toutes les fournitures approvisionnées à pied d'œuvre, la pose et toutes les façons nécessaires à l'exécution des ouvrages décrits au présent C.C.T.P..

Ils s'entendent exécutés soigneusement et conformément aux **"Règles de l'Art et de la bonne exécution"**.

D'une manière générale, les travaux à exécuter devront être conformes à **toutes les prescriptions techniques** en vigueur, en particulier à celles stipulées dans :

- **Les D.T.U et leurs additifs**
- **Les Normes**
- **Les règles professionnelles**
- **Les règles techniques de conception et de calcul des ouvrages**
- **Les fiches d'agrément ou avis technique du CSTB**
- **Les lois, décrets, arrêtés, codes, règlements, etc...** relatifs à la Sécurité la Santé et l'Hygiène sur les lieux de travail.
- **Les Normes fondamentales et générales** relatives aux dimensions, représentations, résistances et protections, ainsi que celles ayant pu paraître jusqu'à la date des remises des offres, et ce indépendamment de la date de référence.

**Cette liste n'est pas limitative** et n'exclut pas l'application des D.T.U., règles de calculs et normes non citées.

Les matériaux non traditionnels susceptibles d'être employés dans le présent lot devront avoir fait l'objet d'un agrément du C.S.T.B. et de garanties d'assurances spécifiques au chantier.

### **1.1.5 Documents fournis par l'entreprise**

#### **1.1.5.1 Dossier d'exécution :**

L'Entrepreneur doit établir le dossier d'exécution, qui comprend les documents suivants :

- Les plans de repérage et d'implantation des éléments de l'ouvrage,
- Les notes de calculs des ouvrages en béton.
- Les plans de calepinage,
- Les fiches techniques et C.C.P.U. des matériaux utilisés,
- La description des techniques particulières, hors normes, mises en œuvre pour respecter le Cahier des Charges.

Ce dossier est accompagné des échantillons requis. Les documents d'exécution doivent être établis et avoir été visés, préalablement à l'exécution. Après la signature du présent marché, l'Entrepreneur soumet à la Maîtrise d'Œuvre, pour approbation, la liste des documents d'exécution et le calendrier de production de ces documents qu'il devra lui remettre pour approbation. Ce calendrier sera compatible avec le calendrier d'exécution, et tiendra compte des temps d'approbation et des éventuels aller-retour.

#### **1.1.5.2 Dossier des ouvrages exécutés :**

A l'issue du chantier, les plans, notes de calcul et fiches techniques doivent être complétés ou refaits de façon à être rendus conformes à l'exécution définitive.

\* Le dossier des ouvrages exécutés comprend :

- Le dossier d'exécution mis à jour.
- Les notices d'utilisation, de réparation et de maintenance des ouvrages.
- Les fiches de contrôles et de la fabrication, du montage et des produits utilisés.

\* Le Dossier d'Intervention Ultime sur les Ouvrages expliquera en termes simples et concis la procédure de mise en service de fonctionnement et de mise à l'arrêt des installations. Elle décrira la fonction des organes principaux, la fonction et l'action des organes de régulation, de sécurité, etc. Elle expliquera clairement les précautions à prendre en matière de sécurité lors des travaux d'entretien.

Ces dossiers seront diffusés conformément aux spécifications du C.C.A.P.

### **1.1.6 Protections et contrôles**

#### **1.1.6.1 Protections provisoires pendant le chantier :**

L'Entrepreneur du présent lot prend toutes les précautions nécessaires pour éviter d'endommager les ouvrages des autres corps d'état ainsi que les différents éléments des ouvrages existants. En cas de dommages faits par l'Entrepreneur ou par des personnes ou organismes placés sous sa responsabilité, celui-ci doit la réfection, voire le remplacement partiel ou total des parties endommagées, à ses frais. L'Entrepreneur supporte en outre les conséquences pécuniaires qui résultent d'un éventuel retard, dans les travaux du présent lot ou de tout autre corps d'état, causé par ces dommages.

#### **1.1.6.2 Généralité sur les contrôles :**

L'Entrepreneur prévoit les contrôles démontrant la conformité, au présent document et aux plans, des matériaux, procédés, et ouvrages mis en œuvre. Les modalités et procédures de tout système de contrôle sont conformes aux prescriptions du présent document. L'Entrepreneur assure que le personnel ou tout organisme extérieur effectuant contrôles et essais, possèdent les qualifications appropriées.

D'autre part, avant la réception des travaux, l'Entrepreneur doit effectuer les essais et contrôles concernant les installations précisées dans le document technique COPREC n° 1, contrôle technique de type A, à ses frais.

Toutes les imperfections relevées doivent être corrigées et une nouvelle série d'essais est effectuée jusqu'à complète satisfaction. Le résultat des derniers essais doit faire l'objet d'un procès verbal rédigé selon l'annexe COPREC n° 2. Il est adressé par l'Entrepreneur en deux exemplaires à la Maîtrise d'œuvre.

### **1.1.7 Hygiène, sécurité et santé sur le chantier**

Il appartient à chaque entreprise titulaire, cotraitante ou sous traitante de faire respecter à tous ses ouvriers (permanents ou intérimaires) les règles d'hygiène, de sécurité et de santé telles que définies dans le décret 65.48 du 08 janvier 1965 et les différents textes d'application, (notamment la circulaire du 29 mars 1965) ainsi que le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.

Il est rappelé que ces règles concernent chaque entreprise. Elle doit tout mettre en œuvre pour que la sécurité et la santé soient toujours intégrées dans l'exécution de toutes ses propres tâches sur le chantier. Dès qu'il y a une activité entre les tâches, les entreprises concernées doivent également tout mettre en œuvre pour se conformer aux règles de sécurité et de santé par rapport aux risques exportés et aux risques importés.

L'Entrepreneur reconnaît également avoir pris connaissance du PGCSPPS et en avoir intégré toutes les remarques et

incidences dans son offre ainsi que toutes les demandes complémentaires qui lui seraient notifiées en cours de chantier.

### **I.1.8 Nettoyage**

Le chantier devra être maintenu en parfait état de propreté par tous les corps d'état au fur et à mesure de leur intervention.

L'entrepreneur du présent lot devra toujours, au fur et à mesure de ses travaux dans un local, un groupe ou un zone donné, procéder à l'enlèvement des déchets de ses travaux, au balayage des sols et au parfait nettoyage des traces de son fait.

L'entreprise devra tout au long de ses interventions, maintenir en parfait état de propreté, les voiries au pourtour du chantier. L'entreprise prévoira donc le nettoyage et le balayage des voiries autour du chantier, autant de fois que nécessaire.

L'entreprise du présent lot sera tenue de débarrasser et nettoyer tous les locaux et surfaces livrés à un autre corps d'état et d'évacuer les gravois, vers la zone de stockage des déchets prévu sur le chantier par le titulaire du présent lot. La mise à disposition des bennes est à la charge du présent lot, le traitement des déchets (hormis les déchets des démolitions) à la charge du compte prorata.

En cas de manquement aux dispositions décrites ci dessus, le Maître de l'Ouvrage, pourra faire procéder sans préavis, au frais exclusif de l'entrepreneur du présent lot, au nettoyage et à l'enlèvement des déchets de ses travaux, soit par une entreprise intervenant sur le chantier, soit par une entreprise spécialisée.

### **I.1.9 Période de préparation**

La période de préparation est prévue pour une durée de 4 semaines. Ce délai sera utilisé pour:

- renseigner les enquêtes Planning (pièce jointe au DCE)
- établir le planning d'exécution,
- établir les plans d'exécutions,
- obtenir les premiers visas permettant de de démarrer la première phase de démolition,
- Commencer les démolitions de la phase I en semaine trois de la période de préparation.

### **I.1.10 Mode de métré**

L'ensemble des ouvrages est mesuré à la quantité réelle mise en œuvre suivant le dimensionnement porté sur les documents graphiques (plans et détails de l'Architecte et des Ingénieurs) ainsi que dans les diverses notes de calculs. Les éléments de l'ouvrage impliquant un recouvrement ou un quelconque chevauchement, seront mesurés à la surface vue.

Pour certains ouvrages, des précisions complémentaires peuvent s'avérer nécessaires pour confirmer le mode de métré dans un article en particulier. Ces précisions seront alors portées en fin d'article concerné.

## **I.2 DECONSTRUCTION DE L'ANCIEN BATIMENT INTERNAT**

### **I.2.1 Objet et connaissance des travaux**

Les ouvrages décrits concernent les travaux de déconstruction en deux phases, de l'ancien bâtiment internat foyer, bâtiment comportant 1 RDC et 1 étage partiel.

Les déconstructions seront réalisées en deux phases distinctes:

- La première phase pour permettre la construction du nouvel internat.
- La deuxième pour permettre les aménagements extérieurs.

Les déconstructions de la partie du bâtiment adossée à la zone du bâtiment maintenue pendant la phase de construction du nouvel internat doivent être menées avec la plus extrême prudence.

L'Entrepreneur tiendra compte du souhait que le Maître d'Ouvrage : mise en place d'une organisation environnementale pour l'ensemble de l'opération de déconstruction et que cette demande doit être intégrée dans l'offre financière de l'Entreprise.

### **I.2.2 Impact environnemental des transports**

Les déconstructions seront réalisées par des engins adaptés au travail afin de minimiser les consommations de carburants.

De même, les transports des déchets, gravois et détritiques en Centres de Traitement Agréés, Centres de Revalorisation, Centres d'Enfouissement, Centres de Transformations, etc... seront étudiés et réalisés de manière à minimiser les consommations de carburants.

Il en est également de même pour tous matériaux ou matériels que l'Entreprise devrait se faire livrer sur le chantier.

Enfin, la gestion des transports des personnels doit également être étudiée dans le même esprit.

### **I.2.3 Consistance générale des travaux**

Les ouvrages décrits concernent pour l'essentiel :

- La prise en compte de la sécurité sur l'ensemble du chantier (pour les personnes étrangères au chantier et pour les personnels de chantier).
- La prise en compte de l'aspect environnemental du chantier.
- L'installation de chantier, la location des installations et le repli ultérieur des installations phase par phase.
- L'exécution des plans d'exécution de déconstruction, des plans de détails, des schémas de principe, des notes de calculs, etc... réalisés soit par le Bureau d'Études interne à l'Entreprise soit par un Bureau d'Études extérieur à l'Entreprise dont les compétences sont indiscutables.
- Le plan de retrait amiante et les travaux de désamiantage de l'ensemble du bâtiment à déconstruire.
- La purge et le curage manuels du restaurant d'application à déconstruire.
- La dératisation générale et le traitement sanitaire de l'ensemble du bâtiment AVANT démolition.
- La démolition de l'ancien internat foyer y compris les emmarchements et les dallages, formes de tous genres, allées extérieure non goudronnées, etc...
- L'enlèvement (nécessaire à l'exécution des travaux) des arbres et végétations sur l'ensemble de l'emprise de la déconstruction.
- Le remblai des excavations résultantes des démolitions et le traitement général extérieur.
- Le tri, chargement, sortie et enlèvement des déchets, gravois, détritiques et des éléments amiantés dans les conditions réglementaires pour l'ensemble du bâtiment.
- Le traitement technique et le traitement esthétique des pignons nouvellement créés du bâtiment B5 (10 et 12, rue de la Martinique), y compris ouvrages afférents.
- Le nettoyage général de chantier.
- La fourniture des Dossiers des Ouvrages Exécutés.

La liste n'est pas limitative et le détail est donné dans la description générale des travaux.

### **I.2.4 Mode opératoire**

Dans son offre, l'Entreprise devra impérativement intégrer le mode opératoire (mémoire technique) qu'elle souhaite mettre en œuvre pour l'exécution des travaux, sur la base du présent DCE.

Ce mode opératoire devra préciser, entre autres :

- Un projet de calendrier, aussi bien en matière de préparation de chantier qu'en matière d'exécution des ouvrages, adapté au planning du Maître d'Ouvrage.
- Le principe de demande de la D.I.C.T et de toutes autres demandes réglementaires (autres que le permis de démolir).
- Les moyens humains et matériels détaillés nécessaires à l'exécution des ouvrages, phases par phases et niveaux par niveaux.
- Un plan général d'installation de chantier détaillant les différents composants et notamment, les voies d'accès, les clôtures de chantier, les cantonnements, parkings, etc...
- Un projet de plan de retrait de matériaux amiantifères détaillant le principe de désamiantage, l'enlèvement des matériaux amiantifères et le suivi en Centre de Traitement agréé, le cas échéant.
- Un projet d'enlèvement de matériaux contenant du plomb avec le suivi en Centre de Traitement agréé, le cas échéant.
- Un projet de Plan Particulier Sécurité et Protection de la Santé.
- Un projet technique de démolition (détaillant le principe de déconstruction avec les matériels nécessaires, le principe de rotation des camions pour l'enlèvement des gravois, etc...)
- Un projet de carnet de phasage (avec plans de zone et d'intervention, etc...).

La liste n'est pas exhaustive.

Faute de remise de ce document, l'offre de l'Entreprise sera rejetée.

### **I.2.5 Travaux préalables**

#### **I.2.5.1 Voiries**

Les trottoirs et les parties de rue empruntés par le chantier devront impérativement être protégés de manière efficace.

Ainsi, l'Entrepreneur devra prévoir une protection de voirie efficace.

Cette prestation comprend l'entretien régulier, le nettoyage, le balayage et l'enlèvement en Centre de Traitement Agréé, l'ensemble avec toutes sujétions d'exécution.

#### **I.2.5.2 Suppression des branchements, Eau, Electricité, Gaz et Téléphone**

Le bâtiment à démolir est actuellement équipé d'un branchement en Eau Potable, d'un branchement en Électricité, d'un Branchement de Gaz et d'un branchement de téléphone.

Pour chaque phase de déconstruction, la limite des prestations entre les divers intervenants sera la suivante:

- L'isolement et la vidange des canalisations (l'eau froide, l'eau chaude sanitaire et le gaz) dans les bâtiments

incombent à l'Entreprise du lot 14 Chauffage Ventilation Désenfumage, Plomberie Sanitaire.

- La dépose des canalisations (l'eau froide, l'eau chaude sanitaire et le gaz) dans les bâtiments incombent à l'Entreprise du présent lot.

- L'isolement des canalisations électriques et téléphoniques dans les bâtiments incombent à l'Entreprise du lot 13 Électricité.

- La dépose des canalisations électriques et téléphoniques dans le bâtiment incombent à l'Entreprise du présent lot.

Nota : Toutes précautions devront être prises pour combattre l'éventuelle infection des eaux stagnantes par bactéries légionella (légionellose) par l'information et la protection des travailleurs par des mesures appropriées.

### **1.2.5.3 Neutralisation des réseaux EU EV EP**

Le bâtiment à démolir est actuellement équipés de raccordements aux réseaux EU-EV-EP.

L'entreprise devra lors de la première phase de son intervention laisser en fonctionnement les réseaux d'évacuation EU-EV-EP de la zone du bâtiment internat maintenu, pendant les travaux de construction du nouvel.

Les regards EU-EV-EP en sortie du bâtiment seront démolis s'ils ne font pas partie du réseau principal

Les éventuels collecteurs, tous réseaux, entre les bâtiments seront conservés.

Les collecteurs EU-EV-EP enterrés dans le bâtiment seront purgés, nettoyés et arrachés (compris toutes façons de terrassement et de remblai).

Les collecteurs en sortie du bâtiment jusqu'aux réseaux principaux (antennes des bâtiments aux réseaux principaux) seront purgés, nettoyés et arrachés. Il sera réalisé un bouchonnage au droit du raccordement de l'antenne sur le réseau principal.

### **1.2.5.4 Vérification des coupures de réseaux**

Avant tout début d'intervention, l'Entrepreneur du présent lot devra faire vérifier par un spécialiste les coupures physiques des réseaux (essentiellement pour le gaz et l'électricité) pour des raisons de sécurité.

### **1.2.6 Curage manuel et purge du bâtiment**

Démolition des déchets dangereux :

Dépose sans remploi compris descente des déchets dangereux (à définir lors des diagnostics, amiante, plomb, termites et insectes xylophages).

Démolition des déchets inertes :

Dépose sans remploi compris descente des déchets inertes suivants : Tuiles mécaniques, faïences, revêtements de sols en carrelage.

Démolition des déchets industriels spéciaux :

Dépose sans remploi des éléments de couverture : Gouttières et descentes EP de toutes natures, (intérieures ou extérieures), etc ..., saillies d'avant toit en bois.

Dépose sans remploi compris descente des éléments menuiseries : Ensembles menuisés du restaurant.

Dépose sans remploi compris descente des éléments en bois : Charpente bois, ensembles menuisés, blocs portes des gaines techniques (bâti et portes), portes diverses, placards compris portes, huisseries bois, plinthes et habillages divers, lambris bois, encoffrements et éléments divers.

Dépose sans remploi compris descente des éléments métalliques : Grilles diverses de ventilations, conduits divers en métal, canalisations gaz, appareils sanitaires et autres, etc..., radiateurs.

Dépose sans remploi compris descente des appareils sanitaires : Eviers compris meubles sous évier, lavabos, WC compris réservoir de chasse et abattant.

Dépose sans remploi compris descente des éléments divers en P.V.C. : Goulottes d'électricité le cas échéant et tableaux électriques, fourreaux électriques dans murs, planchers et cloisons, évacuations des appareils sanitaires (EU-EV-EP), hublots et appliques électriques, conduits divers en PVC, bouches d'extraction d'air.

Dépose sans remploi compris descente des éléments en fonte : Chutes et collecteurs des appareils sanitaires (EU-EV-EP).

Dépose sans remploi compris descente des éléments en verre : Vitres des menuiseries extérieures.

Dépose sans remploi compris descente des éléments en plâtre : Plâtre sur refends, murs extérieurs et plafonds, cloisons de distribution.

Dépose sans remploi compris descente des éléments d'isolation : Isolation en laine de verre ou laine de roche dans les combles.

Dépose sans remploi compris descente des revêtements de sols et muraux suivants : Revêtements de sols souples en dalles ou en lès.

Dépose sans remploi compris descente éléments des gaines diverses suivants: Gaines techniques pour passage des EU-EV-EP, gaines de ventilation de toutes natures, gaines diverses.

Dépose sans remploi compris descente des éléments électriques suivants : Prises de courant et câblages divers, appareils d'éclairage, tableaux de services généraux.

Etc...

### **1.2.7 Démolition du bâtiment**

Démolition par abattage des éléments "béton" ou "parties maçonnées" suivants :

Tous voiles extérieurs et intérieurs (en béton armé préfabriqués ou béton armé coulé en place et maçonnerie d'agglomérés), auvents, refends en béton, poteaux, poutres, bandeaux, entablements et linteaux (en béton armé), cloisons simples maçonnées.

Tous les conduits, coffres, gaines, soffites maçonnés dans les bâtiments.

Tous les dallages ou planchers bas du RDC et des entresols, y compris les fondations en tous éléments (grave ciment, hérisson, blocages divers) tous les caniveaux, massifs, socles et ouvrages divers.

Tous les collecteurs (tubes, coudes, raccords, embranchements) de toutes natures passant sous le plancher bas y compris les enrobages ou blocages béton éventuels, tous les regards, en intérieur et en extérieur des bâtiments, tous les systèmes de drainages, le cas échéant, compris les chemises de drains, les blocages en cailloux, les coudes, raccords, embranchements, regards, etc....

Tous éléments de fondations, semelles, longrines, massifs, toutes hauteurs y compris tous les terrassements et ouvrages divers nécessaires à l'exécution de cette démolition et transport en Centre de Traitement Agréés.

Enlèvement des isolants probablement posés sous le plancher le plus bas (polystyrène), toutes épaisseurs.

Tous les éléments en béton armé directement en contact avec les bâtiments à démolir (glacis, massifs, socles, etc...).

Tous les éléments extérieurs en contact direct avec les bâtiments soit tous les éléments de dallages extérieurs et de rampes d'accès aux sous-sols, de toutes natures pour cheminements, escaliers extérieurs béton y compris garde-corps, allées piétonnes (béton, cailloux, enrobés, etc...) sur les zones de déconstruction, y compris fondations, bordurettes, bordures, caniveaux, regards etc....

Nota sur les fondations : Les fondations (probablement superficielles) seront entièrement expurgées (démolies ou arrachées) **jusqu'à 2.00 ml** de hauteur par rapport au niveau du plancher le plus bas. En cas de découverte de fondations profondes, la démolition de celles-ci sera arrêtée **jusqu'à 2.00 ml comme définies plus haut.**

### **1.2.8 Démolition particulière**

Une attention particulière sera apportée à la démolition du bâtiment adossé à la partie du bâtiment conservé pendant la phase des travaux de construction et déconstruit en phase 2 de déconstruction.. Les parties touchantes seront exécutées manuellement.

L'auvent au dessus de l'entrée du foyer sera déconstruit en phase 1, jusqu'à l'aplomb de l'ensemble menuisé de l'entrée, l'entreprise du présent lot devra assurer la solidité de la charpente et l'étanchéité de la couverture en pignon afin que l'eau de pluie ne puisse pénétrer à l'intérieur du bâtiment conservé.

### **1.2.9 Tris, sélections, évacuations et traitements**

Le stockage provisoire sur le site des gravois, déchets et détritiques de démolition en vue de leur tri, devra être réalisé de manière à :

- Respecter la santé et la sécurité des travailleurs.
- Eviter la pollution des sols et des eaux en respectant les règles de conditionnement, notamment pour les déchets dangereux ou présumés tels.

Ce stockage devra faire l'objet d'une note d'information au Maître d'Ouvrage.

L'Entrepreneur proposera dans son offre des ouvrages à démolir, un mode de gestion des gravois, déchets et détritiques de démolition comprenant :

- Le type de matériaux à trier sur place ou au centre de traitement en vue d'une valorisation dans un centre spécialisé.
- Le mode de transport, et en cas de sous-traitance du transport, elle devra indiquer l'Entreprise de transport sous traitante.
- Le mode d'élimination :

Si l'Entreprise assure elle-même cette prestation, elle doit fournir la destination des déchets par nature et les volumes correspondants.

Si l'Entreprise sous traite cette prestation, elle indiquera les coordonnées de l'Entreprise sous-traitante.

- Afin d'assurer le contrôle de cette gestion (tri, transport, élimination) l'Entreprise de démolition devra fournir au Maître d'Ouvrage un bordereau de suivi des déchets issus de la démolition.

Il est ici indiqué ou rappelé :

Que le brûlage, in situ, est interdit (par delà les obligations de l'élimination des termites).

Que l'enfouissement, in situ, est interdit.

Que la démolition ne pourra intervenir qu'après les opérations de "curage et de purge" (comme il est indiqué à l'article "curage, purge et démolition des bâtiments")

Que les phases de tri et de chargements devront être menées de manière à éviter au maximum, les poussières.

### **1.2.10 Aménagement de surface**

L'Entreprise devra le nivellement du terrain depuis le fond d'excavation jusqu'au niveau fini du terrain existant sur l'emprise du bâtiment et des extérieurs et d'une manière générale sur l'ensemble du sites démolis, permettant ainsi,



une livraison soignée au lot VRD et Gros Œuvre.

L'Entreprise devra tous les raccords de voirie dans l'emprise de sécurité, et hors emprise de sécurité sur toutes voiries détériorées provenant de son fait.

### **I.3 TRAVAUX RELATIFS A L'AMIANTE**

#### **I.3.1 Reconnaissance des Eléments à traiter**

La recherche de l'amiante, suivant le décret 96/97 du 7 février 1996, modifié par les décrets n° 97-855 du 12 septembre 1997, n° 2001-840 du 13 septembre 2001 et n° 2002-839 du 3 mai 2002 et l'arrêté du 2 février 2002, menée par **DEKRA**, dans les rapports annexés indique la présence d'amiante dans les ouvrages à démolir.

Cf. rapports en pièces jointes.

Concerne les plaques de couverture en amiante ciment et les plaques en rives de l'auvent de l'entrée, comme indiqué sur le plan PRO/DCE 02 de l'architecte.

#### **I.3.2 Consistance des travaux**

Les travaux dus au titre du présent poste ont pour objet l'enlèvement des matériaux contenant de l'amiante des locaux intéressés, à savoir les plaques en amiante ciment en rives de l'auvent de l'entrée du foyer et les plaques de couvertures en amiante ciment recouvrant toutes les parties des toitures à faible pente.

Ce projet est à réaliser conformément aux textes réglementaires et aux exigences du présent document.

#### **I.3.3 Contenu des prix**

Le prix remis par l'Entrepreneur est global et forfaitaire.

Le prix est réputé comprendre les sujétions de toutes natures quelles qu'elles soient, ainsi que toutes les obligations édictées dans les différents documents définissant le présent projet de manière à assurer le complet achèvement des travaux en toute sécurité.

Ce prix comprend l'intégration des observations de l'Inspection du Travail, de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie et l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics sur le plan de retrait établi par l'Entreprise et ce, durant toute la durée du chantier.

Ce prix comprendra notamment :

- Les frais d'étude, d'assurances, l'établissement et la remise des documents demandés (notamment en matière de plan de retrait).
- Tous les ouvrages nécessaires à la réalisation des travaux, y compris dispositifs d'amenée et d'extraction d'air.
- Les prescriptions contenues dans le P.G.C - S.P.S.
- L'Entreprise titulaire du présent lot aura à sa charge la protection mécanique, à l'air et à l'eau, de l'ensemble des équipements situés dans les locaux à traiter qui n'auraient pas été retirés préalablement à son intervention.
- L'amenée, l'établissement, le réglage, le repliement et l'enlèvement de tous les matériels, appareils, engins et échafaudages nécessaires à la réalisation des travaux de retrait de l'amiante.
- Les frais de location, d'entretien, de réparation, d'assurance de ces matériels (autant que nécessaire).
- La mise à disposition des équipements nécessaires à la Maîtrise d'œuvre d'Exécution, Maîtrise d'Ouvrage, Coordination Sécurité et visiteurs.
- Les dépenses de matières consommables.
- Les installations de chantier nécessaires à l'Entreprise conformément aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur.
- Les frais relatifs aux dépenses d'intérêt commun (consommations électriques, eau...).
- Les frais relatifs aux mesures libératoires en fin d'exécution.
- L'enlèvement des gravats et de matériel hors service provenant des travaux, leur évacuation en Centre de Traitement ou dans les entrepôts de l'Entreprise, le nettoyage des voies publiques en cas de salissures dues à l'Entrepreneur, ainsi que toutes les taxes et frais de décharge et de remisage de tous les matériaux y compris ceux comportant de l'amiante dans des installations classées.
- L'installation électrique propre au chantier de traitement de l'amiante (coffrets, éclairage des postes de travail, courant secouru...).
- L'ensemble des travaux et des prestations prévues dans le présent CCTP.

#### **I.3.4 Qualifications**

L'Entrepreneur devra pouvoir justifier, pour réaliser les travaux du présent CCTP, de ses capacités dans ce domaine. Pour se faire, l'Entrepreneur devra fournir, joint à son offre, un certificat de qualification, délivré par un organisme certificateur dont le référentiel servant de base à la délivrance du certificat de qualification des Entreprises effectuant des travaux de retrait ou de confinement d'amiante est homologué par arrêté ministériel.

### **I.3.5 Préparation des travaux**

L'Entreprise devra fournir, avant tout démarrage de travaux, le document d'acceptation de prise en charge des déchets par le centre d'élimination retenu pour l'opération.

Ce certificat d'acceptation préalable des déchets contenant de l'amiante doit préciser la nature des matériaux contenant de l'amiante, le type d'amiante, la nature des autres déchets, les volumes et poids estimés, les types de conditionnement et leurs dimensions.

Dans le cas où, en cours de chantier, la quantité de déchets produite dépasserait la quantité prévue sur le document d'acceptation des déchets par le centre d'élimination, une demande d'extension doit être faite par l'Entreprise.

### **I.3.6 Matériaux contenant de l'amiante liée ou fixée**

Cas de matériaux contenant de l'amiante liée ou fixée par un liant naturel ou artificiel (colle, ciment, bitume, etc...).

Les déchets seront conditionnés par colis de taille adaptée aux conditions et matériels de la manutention et peuvent être mis en benne fermées ou bâchées ou sur palettes recouvertes d'un film en matière plastique.

### **I.3.7 Déchets d'amiante liée**

Les déchets d'amiante liée sont transportés dans des bennes fermées ou sur des palettes recouvertes d'un film plastique de manière que toute émission de fibres soit évitée, notamment par chocs ou frottements entre colis, et au moment du déchargement.

### **I.3.8 Traitement des déchets contenant de l'amiante**

Les taxes de décharge et de remisage seront à la charge de l'Entrepreneur du présent lot, qui tiendra à jour des Bordereaux de Suivi de Déchets d'Amiante (BSDA), qui seront visés à la décharge par le responsable du Centre de Traitement.

L'Entreprise émettra un bordereau de suivi des déchets industriels à chaque envoi.

Elle devra également assurer l'envoi de tous les documents demandés par les autorités compétentes.

### **I.3.9 Plan de retrait amiante**

Le plan de retrait amiante, spécifique à l'opération, devra être établi par l'Entreprise durant la période de préparation du chantier et sera transmis, au moins un mois avant le démarrage de travaux aux différents organismes et partenaires suivants :

- Médecin du Travail de l'Entreprise.
- Inspection du Travail (I.T).
- Caisse Régionale d'Assurance Maladie (CRAM).
- Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBTP).
- Maître d'Ouvrage.
- Coordonnateur chargé de la Sécurité et de Protection de la Santé (C.SPS).
- Maître d'Œuvre.

Le plan devra être visé par le Médecin du Travail.

Le plan de retrait comprendra tous les éléments nécessaires à l'appréciation des risques et les dispositions correspondantes envisagées, notamment (la liste n'étant pas exhaustive) :

- L'ensemble des diagnostics de recherche de matériaux amiantifères remis par le Maître d'Ouvrage.
- La situation du chantier et de son environnement, avec plan de masse.
- La localisation et la nature des matériaux amiantés, leur état de dégradation, la concentration en fibres dans l'air, etc...
- L'organisation du chantier avec indication des zones confinées, des sas, des groupes déprimogènes et des zones de stockage des déchets.
- La note de calcul aéraulique.
- L'analyse des risques comportant :
  - Description du procédé de retrait,
  - Évaluation des risques engendrés par ce procédé.
  - Analyse des procédures et modes opératoires.
- Les indications concernant la gestion des déchets (tri, collecte et conditionnement, volume généré et filière d'élimination).
- La fréquence et les modalités des contrôles effectués sur le chantier.
- Les mesures de prévention collective et individuelle envisagées, avec description précise des dispositifs de protection (type de confinement, d'extracteur, d'équipement de protection individuelle, etc, et mode d'utilisation et de contrôle).
- Les procédures relatives à l'évacuation des blessés de la zone confinée incluant la désignation des secouristes du travail.

Ce Plan de Retrait s'ajoutera au Plan Particulier de Sécurité Protection Santé (P.P.S.P.S) applicable à l'opération, établi

par l'Entrepreneur du présent lot, conformément au Plan Général de Coordination en matière de Sécurité Protection Santé (PGC.SPS), établi par le coordonnateur SPS.

### **1.3.10 Conditionnement des déchets**

Les déchets amiantés devront être évacués au fur et à mesure de l'avancement des travaux de manière à empêcher leur accumulation dans la zone de travail.

Toutes les eaux résiduelles devront faire l'objet, avant rejet dans les réseaux d'assainissement, d'une filtration. Les filtres colmatés et les boues seront conditionnés comme les déchets solides pollués.

Ces déchets amiantés devront être placés dans des sacs, sous double enveloppe avant la sortie de la zone confinée, l'enveloppe extérieure portant un étiquetage normalisé mentionnant les risques présentés par l'amiante.

Les déchets amiantés devront être conditionnés dans des sacs de couleurs différentes, ceci permettant de vérifier le double ensachage. Le premier sac sera soigneusement fermé puis douché avant d'être mis dans un second sac.

### **1.3.11 Stockage des déchets**

L'Entreprise pourra créer une zone de stockage transitoire des déchets avant évacuation en décharge. Cette zone pourra être déplacée suivant les impératifs du chantier ou utiliser des containers fermant à clés, stockés dans une zone de stockage transitoire, isolée et fermée sous son unique responsabilité.

Dans le cas où une zone de stockage transitoire serait créée par l'Entreprise pour effectuer le stockage des déchets amiantifères, cette zone sera traitée conformément à la réglementation.

Avant évacuation vers le Centre adapté, les sacs de conditionnement des déchets seront mis dans un grand récipient pour vrac de type "big bag".

A l'issue des travaux, cette zone sera dépolluée par aspiration et lavage après retrait des éléments de protection.

Dans tous les cas, l'Entrepreneur doit assurer la condamnation de la zone ou du container recevant des déchets. Ceux-ci restent sous l'entière responsabilité de l'Entrepreneur.

### **1.3.12 Etiquetage**

L'Entreprise devra se conformer aux dispositions du décret 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante, qui précise la nature de l'étiquetage à mettre en place.

### **1.3.13 Transport des déchets**

L'Entrepreneur devra assurer le pesage des matériaux sur le site, le transport jusqu'au lieu de traitement des déchets, ainsi que tout travail de manutention pour charger et décharger les camions.

### **1.3.14 Description des travaux au titre de l'amiante**

Le présent poste concerne le retrait des types de matériaux contenant de l'amiante, recensés dans les diagnostics indiqués par ailleurs, auxquels l'Entrepreneur doit impérativement se référer soit :

- Panneaux pleins de couverture des zones à faibles pentes.
- Et d'une manière générale, tous les matériaux indiqués dans les diagnostics.

## **I.4 TERMITES ET INSECTES XYLOPHAGES**

### **1.4.1 Reconnaissance des Eléments à traiter**

La recherche de Termites menée par **DEKRA**, dans le rapport annexé indique la présence de termites dans les ouvrages à démolir.

Cf. rapports en pièces jointes.

Concerne les huisseries du réfectoire, de la cuisine, des WC ouest, du bloc sanitaires est et du bloc sanitaire de l'étage.

### **1.4.2 Brûlage sur chantier**

Rappel de la Loi n° 99-471 du 8 juin 1999 et du Décret n°2000-613 du 3 juillet 2000 relatif au diagnostic immobilier termite

D'une manière générale, le brûlage sur chantier est strictement interdit (Décret du 8 janvier 1965 et ses textes d'application, modifié par le décret du 6 mai 1995).

Toutefois et conformément à la loi n° 99-471 du 8 juin 1999 tendant à protéger les acquéreurs et propriétaires d'immeubles contre les termites et autres insectes xylophages, qui dispose dans son article 3 " ... En cas de démolition totale ou partielle d'un bâtiment situé dans ces zones, les bois et matériaux contaminés par les termites sont incinérés sur place ou traités avant tout transport si leur destruction par incinération sur place est impossible. La personne qui a procédé à ces opérations en fait la déclaration en Mairie..."

Ainsi, en cas de découverte de termites et autres insectes xylophages, l'Entrepreneur sera autorisé à brûler sur place

après avoir démontré de manière effective au Maître d'Ouvrage, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS, la présence de termites et autres insectes xylophages.

Il demeure toutefois entendu que le brûlage éventuel se fera dans d'absolues conditions de sécurité.

L'entreprise devra obligatoirement et avant tout commencement de brûlage, avertir le Maître de l'ouvrage afin que celui-ci adresse une déclaration aux services municipaux en Mairie.

L'entreprise devra trier tous les bois afin de ne brûler que les bois attaqués.

Le brûlage devra être réalisé le plus loin possible des habitations et bâtiments mitoyens, devra être contrôlé en permanence par un agent équipé de moyens d'extinction et éteint totalement à chaque arrêt de travail.

## **I.5 DEMOLITION DECONSTRUCTION PHASE I**

### **I.5.1 Amené et replis du matériel**

Amené et replis du matériel avec installation de chantier compris:

- Toutes les démarches administratives et (ou) autres.
- Sécurité générale.
- Aires de stockage.
- Nettoyages.
- Installations de bennes.
- Etc...

### **I.5.2 Désamiantage**

Dépose et évacuations des panneaux de couverture en amiante ciment comme décrits ci avant au chapitre I.3.

*Localisation :*

*Comme indiqué au plan de l'architecte 02 PRO/DCE et sur le rapport de DEKRA SYSTEMES.*

### **I.5.3 Démolition déconstruction**

\* Démolition en rez de chaussée de la première phase inclus le logement de fonction, comme décrit ci avant au chapitre I.2.

Compris démolitions des fondations et des canalisations des allées piétonnes en graves au pourtour et l'isolement des réseaux d'évacuations EU EV et EP de la partie du bâtiment non démolis en première phase.

- Surfaces des bâtiments à démolir 373 m².
- Structure: Voile en BA en refend, panneau d'ossature bois en façade.
- Toiture: Couverture en tuiles sur fermettes bois.
- Menuiseries extérieure, en majorité bois et vitrages, mais aussi du PVC et de l'aluminium.
- Aménagement: Sols en carrelage et en PVC, murs et cloisons en plâtre, peinture sur enduits gouttelette, plafonds en plaque de plâtre et plafonds en plaques

\* Transport à la déchetterie, compris chargement, entretien et nettoyage systématique des voiries autour du chantier.

\* Frais de décharge et de traitement des déchets.

*Localisation :*

*Comme indiqué au plan de l'architecte 02 PRO/DCE.*

## **I.6 DEMOLITION DECONSTRUCTION PHASE 2**

### **I.6.1 Amené et replis du matériel**

Amené et replis du matériel avec installation de chantier compris:

- Toutes les démarches administratives et (ou) autres.
- Sécurité générale.
- Aires de stockage.
- Nettoyages.
- Installations de bennes.
- Etc...

### **I.6.2 Désamiantage**

Dépose et évacuations des panneaux de couverture en amiante ciment comme décrits ci avant au chapitre I.3.

*Localisation :*

Comme indiqué au plan de l'architecte 02 PRO/DCE et sur le rapport de DEKRA SYSTEMES.

### **1.6.3 Démolition déconstruction**

\* Démolition en rez de chaussée et en étage de la deuxième phase comme décrit ci avant au chapitre 1.2.

Compris démolitions des fondations et des canalisations des allées piétonnes en graves au pourtour et l'isolement des réseaux d'évacuations EU EV et EP de la partie du bâtiment non démolis en première phase.

- Surfaces des bâtiments à démolir m².

- Structure: Voile en BA en refend, panneau d'ossature bois en façade.

- Toiture: Couverture en tuiles sur fermettes bois.

- Menuiseries extérieure, en majorité bois et vitrages, mais aussi du PVC et de l'aluminium.

- Aménagement: Sols en carrelage et en PVC, murs et cloisons en plâtre, peinture sur enduits gouttelette, plafonds en plaque de plâtre et plafonds en plaques

\* Transport à la déchetterie, compris chargement, entretien et nettoyage systématique des voiries autour du chantier.

\* Frais de décharge et de traitement des déchets.

Localisation :

Comme indiqué au plan de l'architecte 02 PRO/DCE.

## **1.7 OPTION**

Un arrêté préfectoral interdit tous brûlage du 15 mars au 15 octobre dans le département des Landes. Dans le cas où il serait impossible de déroger à cet arrêté préfectoral et donc dans le cas où il serait interdit d'éliminer les termites et autres insectes xylophages par brûlage des bois provenant de la démolition, l'entreprise prévoira en option dans son offre, l'élimination des termites par un autre procédé que le brûlage et conforme à la réglementation en vigueur.

### **1.7.1 Élimination des termites en phase 1**

Élimination des termites infestant les bois de la démolition de la phase 1 avant le transport des bois en décharge agréée. Travaux d'élimination conformes à la réglementation en vigueur. Fourniture d'un certificat d'élimination.

### **1.7.2 Élimination des termites en phase 2**

Élimination des termites infestant les bois de la démolition de la phase 2 avant le transport des bois en décharge agréée. Travaux d'élimination conformes à la réglementation en vigueur. Fourniture d'un certificat d'élimination.